



Investir dans les populations rurales

Consultation sur la Onzième reconstitution
des ressources du FIDA
Deuxième session

Discours d'ouverture du
Président Gilbert F. Houngbo

Siège du FIDA

Rome, Italie

29 juin 2017

Tout d'abord permettez-moi de joindre ma parole à celle du président pour vous souhaiter la bienvenue à cette deuxième session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Au cours de cette session, nous allons aborder des questions centrales pour les activités du FIDA durant la période de FIDA11 mais bien au-delà. Ces questions sont présentées en détail dans les documents qui vous ont été soumis.

Bien évidemment, je serai très attentif à vos commentaires, aux questions et suggestions au fil de nos travaux sur ces questions en vue d'aboutir à un consensus.

Cependant, comme c'est la première fois que je m'adresse à vous en tant que Président du FIDA, permettez-moi de prendre un peu de recul.

Mesdames et Messieurs, en acceptant ce mandat, j'avais clairement affirmé que le moment était venu pour le FIDA d'élargir et de porter à plus grande échelle la portée de son action. Je n'ai pas changé d'avis.

J'en suis même plus convaincu que jamais.

Nous savons bien que, au rythme actuel, l'action en faveur du développement ne sera pas suffisante pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. La communauté mondiale s'est engagée à éliminer totalement la faim et la pauvreté d'ici l'an 2030 – c'est-à-dire dans 13 ans –, alors qu'aujourd'hui près de 800 millions de personnes vivent toujours dans l'extrême pauvreté et qu'à peu près autant souffrent encore de la faim. Les trois quarts vivent en milieu rural.

Faudrait-il rappeler que pour atteindre les ODD 1 et 2, il faut environ 265 milliards de dollars supplémentaires par année?

Faudrait-il rappeler qu'aujourd'hui encore la facture de l'importation des produits alimentaires s'élève à 35 milliards juste pour l'Afrique?

Faudrait-il le rappeler qu'aujourd'hui, de plus en plus de pays moins avancés se financent directement sur les marchés financiers à des conditions exorbitantes pour leurs programmes destinés au monde rural?

Je le répète: le FIDA doit passer à l'échelle supérieure. Il se doit de le faire pour répondre à la demande non satisfaite de ses États membres qui sollicitent des financements du FIDA en vue d'atteindre leurs objectifs. Il se doit de le faire pour honorer ses engagements à l'égard de la population rurale et de ses besoins.

Et il se doit de le faire pour avoir un meilleur impact sur la sécurité alimentaire, sur la nutrition, sur les moyens de subsistance et d'existence, sur la résilience et le bien-être des personnes qui vivent en milieu rural.

Telle est la demande, tels sont les besoins. Si le FIDA se propose de passer à l'échelle supérieure, ce n'est pas pour être plus grand. La croissance de l'organisation n'est pas une fin en soi. Mais contribuer à faire sortir un plus grand nombre d'une paupérisation criante en est une. Mesdames et Messieurs, je vous avoue que souvent ma conscience m'interroge: avons-nous le droit de nous satisfaire d'une assistance a minima lorsque nous savons que nous pouvons faire beaucoup plus? N'avons-nous pas le devoir, j'ose même dire l'obligation, ne serait-ce qu'une obligation morale, d'optimiser l'utilisation des ressources à nous confiées par vos contribuables par un effet multiplicateur sur la réduction de la pauvreté? Surtout lorsque nous savons que le FIDA est en mesure de le faire?

Le FIDA a un rôle unique à jouer dans cette entreprise, parce qu'il jouit d'un avantage comparatif dans l'action menée en milieu rural, parce qu'il a clairement fait ses preuves et parce qu'il a noué de précieux partenariats. L'heure est venue, avec ses 40 années d'investissements dans le monde rural, d'amplifier son impact.

Pour ce faire, nous proposons d'accroître de 25 à 40% le montant du programme de prêts et dons du FIDA. Nous n'attendons pas de nos membres qu'ils financent à eux seuls cette considérable expansion – bien que les contributions des États membres restent et demeurent cette pierre angulaire de nos ressources de base. Même dans la plus élevée de nos hypothèses, les contributions des États membres n'augmenteraient pas de plus de 20%.

Bien entendu l'ambition doit aller de pair avec le pragmatisme, bien entendu l'aide publique au développement (APD) à elle seule ne saurait répondre à tous les besoins de financement. C'est pourquoi nous insistons sur le principe de la non-substitution, et tout en insistant sur ce principe, nous mettons aussi l'accent sur le cadre d'emprunt souverain. La stratégie financière que nous proposons pour FIDA11 consisterait à s'appuyer sur les contributions de base émanant de la reconstitution des ressources et, en complément, sur les prêts concessionnels auprès de nos partenaires, tout en avançant prudemment sur la voie du recours à l'emprunt sur les marchés obligataires, le moment venu et bien entendu avec l'autorisation du Conseil d'administration.

Ces changements peuvent paraître radicaux, à première vue, mais je dirais plutôt qu'ils sont logiques. Avant tout, le FIDA n'est pas une banque: le FIDA est et demeure un fonds. L'investissement n'est pas le but, mais plutôt le moyen. Le but, Mesdames et Messieurs, c'est la transformation des zones rurales, c'est faire en sorte que les financements et le savoir-faire du FIDA atteignent ces localités les plus éloignées et ces habitants les plus isolés sans oublier ces groupes marginaux souvent qui n'apparaissent nulle part sur nos écrans radars.

Ainsi, le recours à l'emprunt ne nous éloigne pas de notre activité de base: il facilite au contraire l'accomplissement de notre mission principale, tout en répondant aux attentes des États membres, des emprunteurs et des bailleurs de fonds.

Je ne saurais trop souligner qu'il s'agit là de diversifier nos moyens d'action et non de nous transformer. Dans un environnement mondial en constante évolution, il est judicieux d'élargir la gamme de nos outils. Mais la trajectoire que nous emprunterons dépend avant tout des besoins et de la volonté de nos États membres.

Avec le soutien sans faille de nos membres, nous proposons que 90% des ressources de l'APD, je parle bien des ressources de l'APD pas des ressources globales, les ressources de l'APD investies par nos soins le soient dans les pays à faible revenu ou les pays de la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire. La moitié de notre portefeuille sera investie en Afrique et un tiers environ dans les pays connaissant des situations de fragilité, soit les États insulaires, mais aussi d'autres situations, que ce soit de crise naturelle ou de crise d'ordre social. Nous proposons aussi que nous consacrons 10% de nos ressources de base aux pays de la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire, mais notre engagement dans ces pays progressera par ailleurs grâce à la hausse des ressources mobilisées dans le cadre de notre stratégie d'emprunt. Et donc, au global, chaque groupe devra voir une augmentation de l'activité du FIDA. Il s'agit donc d'une stratégie gagnant-gagnant.

Le FIDA continuera à faire ce qu'il fait de mieux: aller là où les institutions ne vont pas, dans des zones rurales qui n'ont parfois encore jamais vu un seul projet de développement, et y produire des résultats, mais aussi servir de catalyseur pour attirer de nouveaux investissements en milieu rural.

L'échec de l'économie rurale à répondre aux besoins de la jeunesse est un thème dominant parce qu'il est lourd de conséquences pour notre avenir collectif.

Quelque 55% des jeunes des pays en développement vivent en milieu rural. Or, nous le savons tous, les jeunes sont deux à trois fois plus susceptibles que les adultes d'être sans emploi et, en milieu rural, ils sont souvent exclus des processus décisionnels et politiques. Ils doivent aussi subir l'accès insuffisant à la propriété foncière, à l'eau, aux marchés, aux financements et à la création d'entreprise.

Donner à la jeunesse rurale des moyens d'émancipation économiques et financiers est une nécessité. Ce sont des avancées qui se renforceraient mutuellement: l'engagement du secteur privé et la coopération Sud-Sud et triangulaire sont décisifs pour mettre au jour le pouvoir qu'a la jeunesse de mener à bien la transformation du monde rural.

Le FIDA se propose donc de développer la programmation axée sur les jeunes et de créer un mécanisme de financement spécifiquement ciblé sur les jeunes en élargissant l'instrument d'investissement dans l'agriculture paysanne et les petites et moyennes entreprises (PME) – le Fonds d'investissement dans l'agriculture paysanne et les petites et moyennes entreprises (SIF) –, afin de promouvoir la création d'exploitations agricoles ou d'autres entreprises rurales génératrices de revenus par les jeunes ainsi que leur inclusion financière. Le SIF facilitera le financement à moyen et long terme des PME, surtout les PME agroalimentaires, mais aussi celui des organisations de producteurs, en visant particulièrement les jeunes entrepreneurs, à l'aide de prêts et de prises de participation.

Plusieurs initiatives positives ont déjà été prises pour améliorer notre modèle opérationnel de façon à démultiplier l'impact de nos opérations. Mais nous avons aussi regardé d'un œil critique les aspects qui doivent être améliorés. C'est ainsi que nous avons lancé récemment une initiative pour l'Excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx). Après réalisation d'un diagnostic approfondi, cette initiative consistera à élaborer un plan de transformation de l'organisation visant à améliorer les processus opérationnels internes de façon à mieux répondre aux besoins de nos clients et partenaires.

Le FIDA a déjà clairement montré qu'il pouvait évoluer pour relever de nouveaux défis. Je citerai à titre d'exemple la supervision directe, la décentralisation, le renforcement des activités hors prêts et le partenariat avec le secteur privé.

Mais nous devons faire encore mieux, nous en sommes conscients. Le FIDA a donc l'intention d'accélérer le plan de décentralisation. Les quelque cinquante bureaux de pays et antennes régionales que le Conseil d'administration a approuvées il y a quelque temps devraient être prêts beaucoup plus tôt afin d'appuyer l'institution dans ses ambitions de croissance.

Afin de fluidifier la mise en œuvre des opérations, les effectifs sur le terrain ne seront pas simplement accrus ; il nous faudra aussi examiner de près les profils requis avec une plus grande délégation de pouvoirs afin d'accélérer l'exécution de certaines tâches et de mener en continu les activités de supervision et d'appui à l'exécution.

Le FIDA verra en outre le déploiement intégral du Cadre relatif à l'efficacité du développement et à la consolidation de l'action menée pour mesurer systématiquement l'impact de ses activités. Nous renforcerons le principe de la prise de décisions fondées sur des données factuelles tout au long du cycle du projet, afin de maximiser l'impact sur la pauvreté et l'utilisation optimale de nos ressources.

L'on ne saurait insister davantage sur l'urgence d'une approche intégrée relative à la question du genre et de l'autonomisation des femmes, à une agriculture sensible aux enjeux nutritionnels, à la résilience face aux changements climatiques et aux questions environnementales, et à l'emploi des jeunes. Ces questions seront abordées de façon plus détaillée au mois d'octobre.

Pour revenir à mon point de départ, la série de propositions que nous avons mises au point visent à accorder la priorité aux pays les plus pauvres et aux individus les plus pauvres. C'est là que réside toute la complexité mais aussi toute la noblesse de notre mission.

Le FIDA restera fidèle à son mandat et demeure déterminé à accroître et améliorer ses résultats. Ce sont les demandes de nos États membres et ce sont les besoins de la population rurale. Nous avons besoin de votre soutien afin que cette vision devienne réalité.

Je vous remercie.